

J'espère, mesdames et messieurs, que vous êtes réconfortés et rassurés comme je le suis par le fait que le Parlement du Canada, les députés de la Chambre des communes et les membres du Sénat ont adopté à l'unanimité une résolution condamnant en termes non équivoques l'adoption de cette résolution aux Nations Unies. Ces trois organes législatifs ont probablement été les seuls au monde à prendre une telle mesure. Comme ce sujet déplaisant est réapparu lors de rencontres d'experts des Nations Unies, je voudrais vous parler de certains faits qui se produisent au sein des institutions spécialisées et techniques des Nations Unies; on constate malheureusement que les débuts au sein de ces institutions ne sont pas au-dessus de considérations politiques qui nuisent considérablement à leur fonction première. A notre grand regret et en dépit de notre opposition, le texte ouvertement provocateur et gratuit qui assimilait le sionisme au racisme a été présenté en décembre lors d'un débat de l'UNESCO sur une proposition de déclaration internationale au sujet des moyens de grande information. Le Canada a soutenu avec force que l'introduction d'éléments auxquels un nombre significatif de délégations s'opposaient rendrait impossible la réussite des délibérations, tout en ternissant la réputation de l'UNESCO au sein de la communauté internationale. Lorsque nous nous sommes aperçus de l'inutilité de nos interventions fondées autant sur des considérations pratiques que sur des points de principe, à l'instar d'autres nations qui partageaient nos vues, nous avons préféré nous retirer du débat pour manifester, de la façon qui nous semblait alors la plus appropriée, notre opposition à l'introduction de telles questions aux Nations Unies. Mon collègue, le ministre d'Etat aux Affaires urbaines, a d'ailleurs avec mon approbation soulevé cette question dans son discours, et il a cité certains propos que je tenais sur l'UNESCO devant un autre auditoire. Nous nous préparons maintenant à une très importante conférence internationale qui se tiendra sous peu au Canada et à l'égard de laquelle notre pays a un grand intérêt et de lourds engagements qu'il partage avec l'humanité tout entière. Nous ferons tout notre possible pour faire progresser cette conférence et la maintenir dans le cadre des grands thèmes proposés, mais si des questions politiques inopportunes y sont soulevées, le Gouvernement canadien saura prendre ses responsabilités comme il l'a fait en d'autres occasions comme celles dont je vous ai parlé aujourd'hui.

Vous allez croire, Rabbin, que j'essaie désespérément de retarder le début de la période de questions, mais j'aimerais commenter brièvement la conclusion politique à laquelle je suis venu à la suite de mon voyage au Moyen-Orient, surtout en ce qui concerne la possibilité d'un règlement imminent du conflit.